



**DECISION N° 2022-24 FIXANT LE MONTANT DE LA COMPENSATION
TARIFAIRE POUR LE MOIS DE FÉVRIER 2022 DE ENERGIE RURALE
AFRICAINNE (ERA) DANS LE CADRE DE L'HARMONISATION DES TARIFS**

LA COMMISSION DE REGULATION DU SECTEUR DE L'ENERGIE,

- Vu** la loi n° 2021-31 du 9 juillet 2021 portant Code de l'électricité, notamment son article 61 ;
- Vu** la loi n° 2021-32 du 9 juillet 2021 portant création, organisation et attributions de la Commission de Régulation du Secteur de l'Énergie (CRSE), notamment son article 7 ;
- Vu** le décret n° 98-333 du 21 avril 1998 portant organisation et fonctionnement de la Commission ;
- Vu** le décret n° 98-335 du 21 avril 1998 relatif aux principes et procédures de détermination et de révision des conditions tarifaires ;
- Vu** le décret n° 2006-655 du 18 juillet 2006 relatif aux appels d'offres pour l'attribution des concessions d'électrification rurale ;
- Vu** l'arrêté Ministériel n° 3964 du 29 mai 2012 portant attribution d'une licence de vente d'énergie électrique à la société Energie Rurale Africaine (ERA) ;
- Vu** l'arrêté Ministériel n° 3965 du 29 mai 2012 portant attribution d'une concession de distribution d'énergie électrique à la société Energie Rurale Africaine (ERA) ;
- Vu** le Règlement Intérieur de la Commission adopté le 22 janvier 2021 ;
- Vu** le Contrat de Concession signé entre l'Etat du Sénégal et le groupement EDF-CSI Matforce le 29 juin 2011 ainsi que son Cahier des charges ;
- Vu** la Décision de la Commission du 20 février 2004 relative aux tarifs de vente d'énergie électrique applicables par les détaillants indépendants titulaires de concession en milieu rural ;
- Vu** l'Avenant n°1 au Contrat de Concession signé entre l'État du Sénégal et Énergie Rurale Africaine (ERA) le 16 janvier 2019 ;
- Vu** la Décision n° 2019-05 du 26 février 2019 de la Commission fixant les tarifs applicables par ERA dans le cadre de l'harmonisation des tarifs ;
- Vu** la Décision n° 2019-48 du 16 novembre 2019 de la Commission relative à l'approbation de la grille tarifaire de Senelec à compter du 1^{er} décembre 2019 ;
- Vu** la Décision n° 2019-53 du 09 décembre 2019 de la Commission relative aux conditions tarifaires et aux prix plafonds de vente d'énergie électrique applicables par Energie Rurale Africaine (ERA) pour la période 2019-2023 ;
- Vu** la Décision n° 2022-20 du 17 mai 2022 de la Commission fixant les tarifs plafonds de vente d'énergie électrique applicables par Energie Rurale Africaine (ERA) aux conditions économiques du 1^{er} janvier ;
- Vu** la lettre n° 031/ERA/DG de ERA du 04 mai 2022 relative à la demande de compensation tarifaire pour les mois de janvier, février et mars 2022 ;
- Vu** la lettre n° 0251/CRSE/EXPECO du 05 mai 2022 de la Commission transmettant la demande de compensation à l'ASER aux fins de validation des données soumises par ERA pour les mois de janvier février et mars 2022 ;
- Vu** la lettre n°22/228/DOER/SD-PGP/MSD/db du 16 mai 2022 de l'ASER validant les données soumises par ERA pour le mois de février 2022.

Sur le rapport des Experts Économistes de la Commission.

Après avoir délibéré, le 03 JUIN 2022

I. SUR LES FAITS

L'article 61 de la loi n° 2021-31 du 9 juillet 2021 portant Code de l'électricité précise que l'Organe de Régulation du Secteur de l'Energie fixe et autorise les niveaux de revenus qu'elle juge satisfaisante pour permettre aux titulaires de titres d'exercice d'obtenir un taux de rentabilité normal par rapport à une base tarifaire spécifiée, tenant compte des principes de référence prévus pour le calcul de la base tarifaire permise, et de l'estimation des dépenses permises.

La Commission a fixé, par Décision n° 2019-53 du 09 décembre 2019, les conditions tarifaires applicables par Energie Rurale Africaine (ERA), titulaire de la Concession d'Electrification Rurale (CER) Kaffrine-Tambacounda-Kédougou pour la période 2019-2023. Ces tarifs ont fait l'objet d'indexations aux conditions économiques du 1^{er} janvier 2022, par Décision n° 2022-20 du 17 mai 2022.

En 2017, le Gouvernement du Sénégal a pris la décision de procéder à l'harmonisation des tarifs sur l'ensemble du territoire national, dans le but d'assurer des conditions identiques d'accès et de facturation à tous les usagers de l'électricité quel que soit l'opérateur, sur la base des tarifs appliqués par Senelec.

Dans ce cadre, à l'issue des concertations, l'Etat et les concessionnaires ont signé des avenants aux contrats de concession pour mettre en œuvre des mesures d'harmonisation des tarifs applicables dans les différentes concessions d'électrification rurale.

S'agissant de ERA, l'Avenant n°1 au Contrat de Concession signé, le 16 janvier 2019, prévoit que les coûts résultant de la mise en œuvre de l'harmonisation des tarifs seront compensés par l'État. Cet Avenant intègre en annexe les tarifs applicables par Énergie Rurale Africaine (ERA), fixés par Décision n° 2019-05 du 26 février 2019 de la Commission, suite à la mise en œuvre de l'harmonisation.

Il définit entre autres, en son article 6, une procédure de paiement de la compensation qui prévoit que la Commission transmet le dossier à l'ASER aux fins de la validation des données, notamment le nombre de clients et les montants de compensations soumis, dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse de l'ASER, la Commission prend la Décision fixant le montant de la compensation sur la base des éléments fournis par le concessionnaire.

ERA, par lettre transmise le 04 mai 2022, a soumis à la Commission une demande de compensation tarifaire pour le mois de février 2022. La demande est constituée :

- du manque à gagner relatif à la composante énergétique d'un montant de 68 768 065 F CFA ; et
- du trop-perçu de revenus suite à l'application de la redevance tableau de Senelec pour un montant de 94 288 FCFA.

La Commission, par lettre en date du 05 mai 2022, a transmis à l'ASER la demande de ERA aux fins de la validation des données soumises, notamment le nombre de clients, dans un délai de 15 jours.

l'ASER, par lettre en date du 16 mai 2022, a validé les données soumises par ERA.

5
102

II. ANALYSE DE LA COMMISSION

L'analyse de la Commission porte sur le montant de la compensation au titre de la composante énergétique et au titre de la redevance tableau.

Pour la composante énergétique, le revenu de ERA, au titre des ventes du mois de février 2022, déterminé sur la base des conditions tarifaires de référence, s'élève à 155 850 868 FCFA.

En application du tarif harmonisé, ERA a perçu, au titre de la composante énergétique, un montant de 87 082 803 FCFA, soit un manque à gagner d'un montant de 68 768 065 FCFA pour le mois de février 2022.

Ce montant est conforme à celui déterminé par la Commission avec la Formule de calcul de la compensation, définie à l'article 5 de l'Avenant n°1 au Contrat de Concession.

Le tableau ci-dessous donne le détail des calculs par niveau de service :

	S1	S2	S3	S4	Total
Nombre de clients	1 732	574	726	1 899	4 931
Revenus avec grille Harmonisée (FCFA)	3 760 657	2 284 910	6 181 996	74 855 240	87 082 803
Revenus plafonds CT référence (FCFA)	10 146 056	6 207 236	15 386 976	124 110 600	155 850 868
Ecart de revenus	6 385 399	3 922 326	9 204 980	49 255 360	68 768 065
Forfaits mensuels : Fp (FCFA)	10 146 056	6 207 236	14 720 376	38 169 900	69 243 568
Energie forfaitaire : Ep (kWh)	41 568	25 256	63 888	254 466	385 178
Energie Supplémentaire : E'p(kWh)	-	-	4 444	572 938	577 382
Tarif harmonisé : Th (FCFA/kWh)	90,47	90,47	90,47	90,47	90,47
Tarif S4 : TS4(FCFA/kWh)	148	148	148	148	148
Composante Energétique en FCFA : (FP-(Ep*Th) +E'p*(Ts4-Th))	6 385 399	3 922 326	9 196 092	48 109 484	67 613 301

Pour la compensation au titre de la redevance tableau pour le mois de février 2022, il ressort que le montant de 4 136 510 FCFA issu du fichier de calcul Excel soumis par ERA n'est pas conforme. En effet, ERA a appliqué la redevance tableau du tarif service 4 de 448 FCFA à 2 383 clients au forfait au lieu de 231 FCFA ; ce qui correspond au montant de trop perçu soumis de 94 288 FCFA.

Ainsi, sur la base des redevances tableaux issues des conditions de référence de 231 FCFA pour les clients au forfait et 448 FCFA pour les clients du service 4, ERA devrait percevoir un montant de 3 102 288 FCFA pour le mois de février 2022.

Avec l'application de la redevance tableau de Senelec, dans le cadre de l'harmonisation des tarifs, d'un montant de 429 FCFA, ERA a perçu un revenu de 4 230 798 FCFA, soit un trop-perçu de 1 128 510 FCFA, au lieu du montant de 94 288 FCFA qu'il a soumis.

Suivant les dispositions de l'Avenant n°1 au Contrat de Concession, le trop-perçu de 1 128 510 FCFA est à déduire de la compensation de la composante énergétique du mois de février 2022.

Le tableau ci-dessous donne le détail du trop-perçu par niveau de service.

	S1	S2	S3	S4	Total
Nombre de clients	1 732	574	726	1 899	4 931
Montant redevance conditions de référence (FCFA)	800 184	265 188	335 412	1 701 504	3 102 288
Montant redevance harmonisée (FCFA)	1 486 056	492 492	622 908	1 629 342	4 230 798
Ecart Redevance : RTn (FCFA)	- 685 872	- 227 304	- 287 496	72 162	- 1 128 510

Au vu de ce qui précède, le montant de la compensation due à ERA pour le mois de février 2022, tenant compte du trop-perçu de 1 128 510 FCFA, s'élève à 66 484 791 FCFA.

**La Commission,
Décide :**

Article premier

Le montant de la compensation dû par l'État à ERA pour la période allant du 1^{er} au 28 février 2022 est fixé à 66 484 791 FCFA hors toutes taxes.

Article 2

La présente Décision est notifiée à Energie Rurale Africaine, titulaire de la Concession d'Electrification Rurale Kaffrine-Tambacounda-Kédougou et sera publiée au Bulletin Officiel de la Commission.

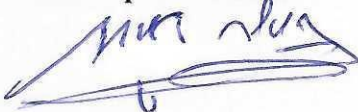
Fait à Dakar, le 03 JUIN 2022

Ibrahima Amadou SARR



Président de la Commission

Moustapha TOURE



Membre de la Commission

Antou GUEYE SAMBA



Membre de la Commission